

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article8143>

Une nouvelle centrale du renseignement centrée sur le terrorisme

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : mardi 1er juillet 2008

Spyworld Actu

La nouvelle direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), née officiellement ce mardi de la fusion de la DST et des RG, sera destinée à "muscler" la surveillance de la mouvance islamiste, perçue comme la principale menace extérieure, déclare-t-on de source policière.

La France fait l'objet depuis plusieurs années de menaces explicites d'attentats islamistes en raison notamment de son engagement armé en Afghanistan contre les taliban et de son soutien au régime algérien.

Le nouvel organisme central créé par décret le 25 juin dernier à l'initiative de Nicolas Sarkozy sera sans doute dirigé par un de ses proches, le préfet Bernard Squarcini.

Ce Corse de 52 ans, titulaire d'une maîtrise de droit et qui a fait l'essentiel de sa carrière aux Renseignements généraux (RG), devrait en effet être nommé à la tête de la DCRI mercredi en conseil des ministres.

Les 4.000 agents de la DCRI, dont 3.000 policiers, sont déjà installés depuis plusieurs mois dans un nouvel immeuble de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

Le service reprendra les deux "casquettes" de l'ancienne DST (Direction de la surveillance du territoire), celle de service de renseignement chargé d'informer le gouvernement sur les menaces pesant sur la sécurité du pays, et celle de service de police judiciaire, qui réalise des enquêtes et permet de construire des dossiers pour des procès.

Cette double identité qui était déjà celle de la DST a été critiquée par les organisations de défense des droits de l'homme, qui y voient un mélange des genres nuisible selon elles aux garanties d'impartialité des procédures.

Les agents de la DCRI bénéficient de l'habilitation "secret-défense" et leurs actes de renseignement, leurs sources et leurs méthodes peuvent donc être couverts par cette confidentialité alors qu'ils peuvent être à l'origine de poursuites judiciaires.

La naissance de la DCRI prolonge les nouvelles missions de surveillance de la menace islamiste assignée à la DST depuis la fin de la guerre froide et met fin aussi en apparence à l'autonomie des RG, service de police controversé car soupçonné d'avoir été utilisé à des fins politiques par les gouvernements.

Dans les départements, les anciens policiers des "RG" seront rattachés à une autre direction de la police, celle de la sécurité publique, dans un "service départemental de l'information générale". Ils poursuivront leurs missions habituelles de travail de contacts officiels avec divers organismes comme les syndicats et de surveillance de diverses mouvances jugées potentiellement violentes ou dangereuses.

Les surveillances de partis politiques, de syndicats ou d'associations légales sont officiellement interdites depuis le début des années 1990.

Une nouvelle polémique avait été déclenchée en janvier 2007 lorsqu'il est apparu que les RG avaient enquêté sur Bruno Rebelle, militant de l'organisation écologiste Greenpeace devenu conseiller de Ségolène Royal.

Dans le cadre de la même réorganisation, la section des courses et jeux, chargés notamment de la surveillance des casinos, a été transférée des RG à la police judiciaire.

Une nouvelle centrale du renseignement centrée sur le terrorisme

Cette fusion RG-DST, voulue par le chef de l'Etat, n'a pas fait l'unanimité et la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie a du la mener à bien malgré ses réticences personnelles. Les syndicats de police, après quelques discussions, ont aussi fait taire leur opposition.

Thierry Lévêque, édité par Pascal Liétout

Post-scriptum :

<http://today.reuters.fr/news/newsAr...>